



« Quand les hommes ne peuvent plus changer  
les choses, ils changent les mots »  
Rapport sur la refondation

Ce rapport ? une bombe à neutron d'un nouveau genre qui ne tue pas les hommes mais leur esprit.  
« Les véritables intellectuels de gauche n'aiment pas Hollande – nous dit l'un d'eux –, ils prennent ce rapport pour une plaisanterie. » Toutefois, ils se gardent d'ajouter qu'elle est de très mauvais goût. Si ces intellectuels ne sont pas coupables, ils sont responsables ; dès lors, la question se pose de savoir qui sont les instigateurs de ce texte prophétique ? Qui se cache derrière le brouillard que forment les 250 contributeurs, et les quelque trois cents pages de ce rapport. La question complémentaire consiste à se demander combien a coûté cette « plaisanterie » car bien sûr tout se paye... même le silence des mauvaises consciences.

M.M.

## 1984, le roman d'Orwell, et les Rapports sur la refondation des politiques d'intégration

En 2012 puis en 2013, le Premier ministre a demandé à Thierry Tuot, conseiller d'État, d'élaborer, avec des équipes d'experts, des Rapports sur la refondation des politiques d'intégration. Le premier, remis discrètement, n'a pas fait de bruit.

Le second a été conduit par 250 experts, supervisé par dix ministères. Il était constitué de cinq commissions, ou groupes :

- 1/ groupe connaissance–reconnaissance
- 2/ groupe faire société
- 3/ groupe habitat
- 4/ groupe mobilités sociales
- 5/ groupe protection sociale

Mis en ligne sur le site de Matignon, en novembre, il a aussitôt suscité le scandale. Jean Marc Ayrault avait pourtant loué « *la grande qualité de ses travaux* ». La réaction provoquée a provisoirement conduit le Rapport aux oubliettes. Mais ses quelque trois cents pages, son côté provocateur et surréaliste, réveillent chez le lecteur le souvenir de *1984* d'Orwell, et c'est à un parallèle entre le Rapport et le pamphlet antitotalitaire d'Orwell que je me suis risquée.

### « *Nous créons la nature humaine* »

Dans *1984*, O'Brien se distingue des persécuteurs, des despotes classiques, et même



des totalitaires. « *Nous ne détruisons pas l'hérétique parce qu'il nous résiste. Nous le convertissons. Nous captions son âme [...] Nous créons la nature humaine ... Le commandement des anciens despotismes était « tu ne dois pas ». Le commandement totalitaire était « tu dois ». Notre commandement est « tu es ».* ».

Une véritable obsession court dans les cinq volets du Rapport: opérer « *la mutation des rapports sociaux* », reconnaître que « *la France est un pays pluriethnique et pluriculturel* », qu'« *elle le sera de plus en plus à l'avenir* », encourager cette mutation et s'en donner les moyens. Pour cela, il faudra reconnaître les immigrés non comme aspirant à devenir français et à aimer la France, mais « *les reconnaître pour ce qu'ils sont et simplement pour leur présence sur le territoire national* ». C'est le droit du sol brut de décoffrage; la France n'est plus la patrie, terre des pères, mais simple lieu de campement. C'est cela la « *société inclusive* », l'inclusion étant l'action d'inclure quelque chose dans un tout.

Cette mutation suppose, non pas de connaître la France, son histoire, ses exigences, mais de la faire à nouveaux frais, avec de nouvelles composantes. Le vocabulaire est éclairant. On peut « *faire lien avec l'ensemble des parties prenantes* », telles qu'elles sont; de même, on peut « *faire France en reconnaissant la richesse des identités* », comme on « *fait famille* » entre hétéros ou entre homos, à deux ou à plusieurs. Nouvelle mouture du précepte marxiste: « *il ne s'agit pas de connaître le monde, mais de le changer* ».

Et ce changement implique de « *changer de regard* », et donc d'identité, « *par des éclairages médiatiques, pédagogiques et éducatifs* », donc par la contrainte maquillée en persuasion. Ce changement de regard suppose que l'on chausse des lunettes idéologiques qui permettent de voir les choses autrement qu'elles ne sont; d'opérer, en somme, un déni du réel. D'où l'injonction de « *reconnaître l'atout de la diversité culturelle* », de mesurer les difficultés, parce que « *la construction de la France comme nation s'appuie sur une dimension universaliste, souvent mal comprise dans sa gestion des différences* ». Différences qui doivent s'harmoniser avec l'indifférenciation postulée par l'idéologie du genre préconisée dès le primaire.

Un thème illustre jusqu'à la caricature ce « *changement de regard* »: celui de l'insécurité. On avait déjà longuement fantasmé sur l'insécurité réelle qui n'était au, fond, qu'un sentiment d'insécurité qu'aucune réalité objective ne justifiait. Eh bien, on apprend dans le Rapport que « *les révoltes urbaines de l'automne 2005 ont marqué une réactivation de la thématique des « classes dangereuses »*, fixant ainsi, sur une population déterminée, ce que la société porte en elle comme insécurité. Car en fait, les « *jeunes des quartiers* » loin de provoquer l'insécurité, en sont eux-mêmes les victimes, « *confrontés à l'insécurité sociale et à l'insécurité civile, dans la recherche d'un emploi, l'accès au logement, aux loisirs* » etc. D'où « *les enjeux d'une sécurité commune, d'une sécurité inclusive* », impliquant évidemment les « *mises en cause des attitudes policières* »



## « Nous taillons le langage jusqu'à l'os »

« La paix c'est la guerre, la liberté c'est l'esclavage... » Tels étaient les slogans de l'Angsoc imaginés par Orwell. De même, un tel déni du réel ne peut être opérationnel que si l'on change de langage qui sert à le désigner. Le « *novlangue* » d'Orwell inventait des mots nouveaux, éliminait les mots indésirables comme « *honneur, justice, moralité, science, religion* » ou en modifiant subtilement le sens. Ainsi, le mot « *libre* » existait en novlangue, mais ne pouvait être employé que dans des phrases comme « *le chemin est libre* », et non pour désigner, par exemple, la liberté politique ou intellectuelle, passible de crime contre la pensée.

Le Rapport sur la refondation des politiques d'intégration opère de la même manière. À toutes les pages s'exprime ce « *jargon savoureux* », qui « *permet d'analyser in vivo* » comme le dit Éric Zemmour, « *le processus de décadence d'une langue qui fut jadis réputée dans toute l'Europe pour sa clarté* ».

Aussi savoureuse est la problématique de « *l'intégration* ». On demande aux experts de refonder l'intégration. Mais ils estiment que le mot même d'intégration est d'un « *usage problématique* ». Pourquoi ? « *Parce qu'il peut être vécu comme stigmatisant* » parce qu'il « *adresse, malgré ses dénégations, un message très explicite d'assimilation* ». Et l'assimilation, qui suppose que l'immigré s'adapte aux mœurs et aux lois du pays d'accueil, est un tabou qu'il faut proscrire. « *Lecture handicapologique* », disent les experts, qui

enjoint à tort bien sûr, « *d'intégrer les prérequis moraux, linguistiques, cognitifs* » de la France, alors que l'immigré doit être accueilli tel quel. Ce n'est pas à lui de s'adapter ; c'est aux autochtones de s'adapter à lui.

Et donc, puisqu'il n'a pas besoin de s'intégrer, il vaut mieux supprimer le mot même d'intégration. « *Quand les hommes ne peuvent plus changer les choses, ils changent les mots* ». Incroyable aveu, décrypté pour qui n'aurait pas compris : « *symboliquement, l'abandon du terme peut constituer un signal fort pour celles et ceux qui sont soumis à cette injonction au quotidien et à tort* ». On peut, cependant, parler « *d'approche intégrée* » : expression apparue en 1995 lors d'une conférence de l'ONU à Pékin, au sujet de l'égalité homme – femme.

Analogiquement, on fera de « *la diversité culturelle un enjeu d'égalité inscrit dans un cadre prescrit* ». De même, quand Thierry Tuot suggère le mot d'« *inclusion* » pour remplacer « *intégration* », il rappelle que le terme d'« *inclusion* » d'origine anglaise, a remplacé dans le vocabulaire international celui d'intégration : nous restons donc dans les clous du mondialisme.

Ajoutons que l'Europe a, de son côté, récusé, pour les immigrés, toute préséance de la société d'accueil. Sans encore refuser le mot d'intégration, elle le définit comme « un procédé dynamique à double sens ». Le Rapport est donc en phase avec les directives européennes, sur lesquelles nous avons donc une avance dont nous n'avons pas à être fiers.

Le mot « *race* », on le sait, a été supprimé. Mais alors, comment s'attaquer au racisme ?



On lui préférera « *altérisation* » ou produit des différences; *ethnicisation*, ou identification collective à l'origine; ou mieux encore « *racialisation* », qui, mieux que le racisme, « *désigne la banalité des pratiques* »: si tous les Français ne sont pas racistes, ils peuvent du moins tous être suspects de « *racialisme* », plus vague, plu flou, plus englobant.

Et seront *racialistes* tous ceux qui auront le front de « *désigner* » les personnes en évoquant « *un type maghrébin, ou africain, ou rom* » - « *type européen* » étant en revanche recommandé. Car « *seules les personnes devraient avoir le droit de se désigner elles-mêmes* », et donc, « *la reconnaissance passe par la non-désignation* », puisque « *désigner c'est assigner et c'est stigmatiser* ». « *La révolution sera parfaite quand le langage sera parfait* », disait Orwell.

On remarque dans le Rapport la fréquence des mots « *assignation* », perçu comme péjoratif, et « *stigmatisation* », avec comme exemple le « *quartier sensible* » - pourtant euphémique – qui fonctionne comme « *cadre de stigmatisation* ».

L'homme conçu dans le Rapport n'est pas enraciné, il est redevenu nomade et monade (ou atome dérelationné). Il peut camper où il veut, et ses appartenances ne sont pas un problème. L'islam? S'il est incompatible avec la laïcité, c'est la laïcité qui est fautive. Car elle a « *pour cible principale le statut de l'islam [...] en le construisant en obstacle à l'intégration – alors que tous les travaux scientifiques sur le rapport des musulmans à la société française invalident cette analyse* ». Les experts ont dû limiter « *tous les travaux scientifiques* » aux élucubrations de *Terra Nova*.

### « *On poussait les enfants contre leurs parents* »

Orwellien à son insu, Vincent Peillon voulait, comme les experts et leur « *refondation des politiques d'intégration* », « *refonder l'école* ». « *L'école, écrivait-il, doit opérer ce miracle de l'engendrement par lequel l'enfant, dépouillé de ses attaches prérépublicaines, va s'élever jusqu'à devenir citoyen, sujet autonome. C'est bien une nouvelle naissance, une transsubstantiation qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle église avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la loi* ». Singulière rivalité mimétique avec l'Église catholique: il s'agit, sur les ruines du christianisme, de produire un autre enfant, programmé par l'État. Dans 1984 aussi, les enfants sont autant de petits gardes rouges chargés d'imposer la nouvelle morale à leurs parents, ou de les dénoncer.

Selon nos experts, « *l'école reproduit trop souvent pour les nouvelles générations successives des logiques d'échec scolaire* », au point d'être « *une production industrielle de l'échec* » - surtout, bien sûr, parmi les immigrés, objets de tous leurs soins. Il ne s'agit pourtant pas de les inciter à tendre à l'excellence. La logique du Rapport n'est pas une logique d'élévation. Elle vise simplement « *le mieux vivre ensemble [...] afin d'en finir [...] avec la qualification itérative d'élitisme [...] grâce à la participation active des personnes [...] dans une société interactive* ».

Évoquant la question de l'accompagnement par des femmes voilées dans les sorties



scolaires, les experts réprouvent les exigences qui découlent « *de façon ascendante et universelle des principes* ». Pour eux, les lois ne se font pas seulement « *par le haut* », il faut « *les fabriquer par le bas* », et donc « *construire une nouvelle universalité [...] une politique du commun de tous qui soit aussi éthique des différences* ».

Les différences générationnelles et de compétences, qui impliquent hiérarchie dans la famille, à l'école, dans l'entreprise, seront transmuées en diversités également respectables, l'enjeu étant « *de faire évoluer la société française [...] afin de permettre à toutes les personnes qui résident en France de participer à « une société des égaux » et d'être reconnues dans leur diversité* ». Il y a là le désir de bouleverser le droit français par l'introduction de « *sujet collectif* », l'instauration du « *recours collectif* », la création d'une « *Cour des comptes de l'égalité* », visant à substituer à la « *discrimination positive* » et à l'égalité des chances, « *l'égalité réelle* », qui rend égal ce qui est inégal.

Étant contre-nature, la « *société des égaux* » est explosive. Et donc, il faudra « *étudier le recours à la sanction [...] pour contraindre à la non-désignation* », créer un « *délit de harcèlement racial* », dénoncer le mouvement « *porté par des personnes qui considèrent qu'une partie des immigrés n'ont pas leur place en France* » et les personnes « *aux comportements intégristes ou fascistes* ». *Big Brother is watching you*. Comme l'écrivait Orwell: « *les patrouilles n'avaient pas d'importance. Seule comptait la police de la pensée* ».

### **« L'histoire est un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que nécessaire »**

L'historien et sociologue américain Arthur M. Schlesinger disait: « *Le premier pas pour liquider un peuple est toujours d'effacer sa mémoire* ». C'est aussi un leitmotiv d'Orwell dans son 1984. Pour « *briser la structure de la civilisation* », des armées d'archivistes « *établissaient la ligne politique, qui exigeait que tel fragment du passé fût préservé, tel autre falsifié, tel autre anéanti* ». Car « *celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé* ». Ainsi, « *on ne pouvait pas plus étudier l'histoire par l'architecture que par les livres. Les statues, les inscriptions, les pierres commémoratives, les noms des rues, tout ce qui aurait pu jeter la lumière sur le passé, avait été systématiquement changé.* »

### **Les experts ont retenu la leçon d'Orwell**

Partant du postulat qu'« *une société historiquement multiple est fruit d'une histoire complexe* », occultant les racines chrétiennes de la France, les experts exigent en revanche que la France « *assume sa dimension arabe-orientale* ». Pour cela, il lui faut renoncer à « *une histoire qui avait pour tâche de communiquer l'amour de la patrie* » déplorer que l'histoire enseignée jusque-là se réfère à « *des figures incarnées qui demeurent très largement celles des grands hommes blancs et hétérosexuels* », et se lancer dans « *l'étude des migrations africaines, encore en friche [...] conséquence de la gestion coloniale française et de la vision racisante qui lui est liée* ».



La « remise à plat de l'histoire de France » implique de « renforcer ou inscrire dans les programmes scolaires, dès l'école primaire [...] l'histoire des mouvements de population dans leur globalité [...] c'est-à-dire ceux liés à l'esclavage et à la traite négrière, les colonisations ..... sans oublier les Roms » ; d'inscrire aussi « les travaux sur l'histoire et les mémoires de l'immigration [...] d'inciter les communes à nommer de nouvelles rues et places de ville et de villages en écho avec cette histoire des migrations ».

On travaillera aussi sur les langues, clés de la maîtrise de la pensée. Il faudra « valoriser l'enseignement de l'arabe [...] au même titre que les autres langues », proposer « dès le collège l'enseignement d'une langue africaine, par exemple le bambara ou le dioula ou le lingala ou même le swahili », et remède aux « discriminations raciales, religieuses, sociales », favoriser « des pratiques artistiques » telles que « la danse hip-hop, le rap, le graff ; le djing, le slam ».

### Un rapport pour rien ?

On peut penser que ce Rapport est un gag ; ou bien que ses auteurs, sourds et aveugles au réel, sont autistes.

On peut songer aussi, comme à des effets collatéraux, à des stratégies électorales : trouver parmi les immigrés un électorat de substitution, « faire monter le FN » pour multiplier les triangulaires aux élections municipales et jouer son va-tout aux présidentielles, avec, au second tour, la candidate nationale et le candidat socialiste.

En un sens, peu importe. Même provisoirement mis à distance, le texte est là, 300

pages qui ont leur cohérence, qui témoignent d'un désir de rupture de civilisation, ou, si l'on osait cet oxymore, d'une civilisation barbare. *Terra Nova*, le laboratoire d'idées qui veut contribuer à la refondation de la matrice idéologique de la gauche, l'a inspiré, comme elle a inspiré la refonte des programmes scolaires en déstructurant l'histoire de France. Le Rapport n'est pas un météore. Il est un prolongement et un achèvement. Il fournit un argumentaire pour une future loi sur l'immigration entérinant « le grand Remplacement » d'une population par une autre, ce que Thierry Tuot, initiateur des rapports, appelle « la grande nation pour une société inclusive ».

Cette grande nation n'est pas le fruit d'éléments objectifs tels que la race, la langue, la religion, la communauté d'intérêts. Elle n'est pas non plus la nation rêvée par Renan, « âme, principe spirituel, plébiscite de tous les jours ». La « grande nation » est une mosaïque de communautés pluriculturelles, et donc pluriconfliktuelles ou contraintes à l'apartheid. Nation balkanisée, incitée à cultiver ses différences mais à homogénéiser sa pensée pour la couler dans le moule du politiquement correct. Avec pour horizon, la suprématie d'une culture étrangère à la France, mais chouchoutée par les experts qui la savent dynamique, et se situent délibérément dans l'ère postchrétienne.

Pour Malika Sorel, qui saisit les enjeux et refuse la sentence, « ce sont les peuples qui écrivent leur destin ». Acceptons-en l'augure.

Danièle Masson